

PRIVATISATION/FUSION GDF/SUEZ

c'est toujours NON !

Pour faire front
à la destruction
du service public,

Plusieurs syndicats
appellent à une
Manifestation :

**Samedi 14
Octobre Paris
14H30
Place Clichy
métro, place Clichy**

Le PCF et les élus
communistes
appellent les
usagers, les
citoyens à
participer à cette
manifestation

Débatu depuis le 7 septembre, le projet de loi de privatisation de GDF (Gaz de France) a été adopté mardi 3 octobre par la majorité seulement des députés UMP. Rappelons que GDF appartient aux usagers qui en payant leurs factures de gaz, pendant 60 ans, ont construit l'entreprise publique.

La privatisation n'est pas acquise

- ▶ Le projet de loi va être examiné par le Sénat à partir du 10 octobre.
- ▶ Ensuite la commission européenne rendra sa décision d'ici le 17 novembre sur la fusion GDF/SUEZ. En effet la création d'un monopole privé est contraire aux principes de la concurrence ultra libérale qu'affectionne « Bruxelles ».
- ▶ Enfin vers le 20 décembre, l'Assemblée Générale des actionnaires de SUEZ devra voter la fusion aux 2/3. Or une bataille interne se mène à SUEZ où les « fonds de pension » Anglais et US ne veulent pas d'une minorité contrôlée par l'Etat (même réduite à 34%).

Ensemble, comme nous l'avons fait pour que le NON l'emporte le 29 mai 2005 ou pour rejeter le CPE, usagers, citoyens, salariés, syndicalistes, élus, nous pouvons stopper la disparition de GDF et empêcher la privatisation totale d'EDF qui ne manquera pas de suivre.

Pour cela participez à la manifestation - voir colonne ci-contre – signez, faites signer la pétition au verso.

L'histoire récente nous enseigne qu'une loi, même votée, peut être défaire grâce au mouvement social. C'est la leçon de démocratie qui a été infligée au printemps 2006 à Villepin où le mouvement social, rassemblé autour de la jeunesse a balayé le CPE.

Les raisons de dire NON à la privatisation de GDF sont nombreuses.

- ◆ **La collectivité nationale perdrait la maîtrise** des activités de transport, de distribution, de stockage du gaz et des terminaux méthaniers.
- ◆ **GDF serait livré à SUEZ dont les activités gazières sont résiduelles.** SUEZ mettrait la main sur un formidable outil de service public et de coopération énergétique au seul profit de la spéculation et de la rentabilité financière pour ses actionnaires.
- ◆ **Il est inadmissible que le contenu de la « lettre de grief » qu'a rédigé la Commission de Bruxelles soit tenu secret.** Il doit être mis à disposition des députés, a déclaré le communiste Daniel Paul. Le député socialiste de l'Isère, F. Brottes s'est associé à cette demande. Le débat doit être transparent.
- ◆ **La lettre de griefs comporte vraisemblablement l'obligation pour GDF de céder** à la concurrence une partie du réseau public, des stockages publics, et des contrats long terme avec les pays producteurs. Selon les syndicats, la direction de GDF aurait proposé de céder 21% de ses capacités à la concurrence.
- ◆ L'étude du Cabinet Secaphi/Alpha, mandaté par les syndicats de GDF montre **que la fusion GDF/SUEZ entrainera la suppression de 20.000 emplois**
- ◆ **L'attaque contre les tarifs réglementés.** Actuellement les usagers domestiques (du gaz et de l'électricité) bénéficient d'un tarif « réglementé » (ou administré). Mardi 19 septembre, sous prétexte de voler au secours des entreprises qui ont vu exploser leur facture d'électricité « libéralisée », les députés UMP ont adopté un amendement qui va exploser le « tarif réglementé ». Il est caractéristique que la droite ait rejeté l'amendement communiste qui ouvrait la possibilité de revenir au tarif réglementé pour les PME victimes de la flambée des prix de l'électricité libéralisée.



Le PCF et les élus communistes pensent que les citoyens doivent être informés des dangers de cette opération à la lumière des dérives de la fourniture d'électricité « libéralisée » aux entreprises, caractérisée par une augmentation de 48% en 2005.

Refus de privatisation, égalité d'accès à l'énergie, maîtrise des prix, pôle public de l'énergie le PCF et les parlementaires communistes formulent des propositions alternatives.

Le projet de fusion/privatisation de GDF est aussi contesté par des parlementaires de la majorité. 10 UMP ont voté contre, 7 se sont abstenus, 22 n'ont pas pris part au vote.
Accentuons la pression en signant la pétition ci-dessous

- ◆ **Geler** immédiatement la privatisation de GDF et la fusion avec Suez ;
- ◆ **Engager un débat contradictoire et public sur l'avenir de la politique énergétique** associant toutes les parties concernées : élus, syndicats, usagers ;
- ◆ **Créer Energies de France en fusionnant EDF et GDF, à 100% public** et en constituant un pôle public de l'énergie, instrument indispensable d'une politique énergétique cohérente et maîtrisée - voir ci-contre-
- ◆ **Renforcer** la présence des organismes publics dans le capital de Suez (Caisse des Dépôts & Consignations, etc.) pour éviter le risque réel d'OPA sur Suez qui intéresse le russe « Gaz Prom ».
- ◆ **Garantir** la sécurité d'approvisionnement et la stabilité des tarifs ; l'Europe est confrontée à plusieurs défis sur l'énergie : elle doit faire face au risque de pénurie. En juillet 2006, pendant la période de la canicule, EDF importait 2000MW (mega watt) soit la puissance de 2 réacteurs nucléaires plus le barrage de Serre Ponçon.

Il faut sortir de la logique de guerre économique et des fusions-absorptions destructrices pour l'emploi et incapables de répondre aux besoins. Une politique énergétique coordonnée et ambitieuse implique l'arrêt du processus de libéralisation. A l'inverse de la concurrence actuelle, il s'agit au contraire d'organiser la coopération entre producteurs comme l'ont réalisé en Allemagne les numéros un de l'électricité « EON » et du gaz « Ruhr Gaz » qui ont fusionné avec l'appui des pouvoirs publics.

Marie-George Buffet secrétaire nationale du Parti communiste français s'est adressée le 4 octobre dernier à l'ensemble des formations de gauche pour les inviter à agir ensemble contre la fusion GDF / SUEZ. Le 9 octobre l'appel suivant, commun à toute la gauche, a été rendu public : « L'énergie n'est pas une marchandise comme une autre. Elle est aussi bien essentielle pour la vie humaine en ce qu'elle est indispensable à tous les gestes de la vie courante que pour la vie économique qui en dépend. L'énergie doit être soustraite à la logique de marché. Seul un grand service public de l'énergie sera un outil efficace pour répondre à la nécessité d'une politique de développement socialement et écologiquement utile. Alors que nous rentrons dans la société post-pétrolière la question de notre indépendance énergétique est un débat d'actualité. Pour faire face à ce défi la maîtrise publique de la politique énergétique est incontournable. Or, au mépris de leurs propres promesses, le gouvernement de droite et Nicolas Sarkozy viennent de faire voter le projet de loi de privatisation de GDF à l'Assemblée nationale au détriment du débat démocratique, de l'intérêt général de nos concitoyens et de notre indépendance énergétique.

Toute la gauche rassemblée a voté contre ce projet socialement nocif, économiquement destructeur et écologiquement dangereux. Le groupe UDF dans sa quasi-totalité et des députés UMP ont également voté contre. On le voit le débat est loin d'être clos. Le combat continue. Le texte est désormais au Sénat. Il nous faut arrêter le processus de privatisation de GDF et faire reculer le gouvernement sur cette question comme nous l'avons fait sur le CPE

C'est pourquoi, tous ensemble, nous appelons celles et ceux qui ont à coeur ce droit fondamental à se rassembler et à exiger le retrait de ce texte.

Nous appelons à une grande mobilisation populaire pour le service public de l'énergie en participant notamment le 14 octobre 2006 à la grande journée d'action lancée par les organisations syndicales. »

Le Collectif Riposte à la droite (Ce collectif comporte les onze organisations de gauche, pour mémoire : Alternative citoyenne, les Alternatifs, Gauche Républicaine, LCR, MARS, PRG, MRC, PCF, PS, Verts, Régions et peuples solidaires.)